



<http://economix.u-paris10.fr/>

Document de Travail

Working Paper

2009-35

Libéralisme Économique et Croissance: Le Cas de Six Pays Méditerranéens

Rami Abdelkafi, Hatem Derbel et Ali Chkir



UMR 7166 CNRS

Université Université de Paris Ouest Nanterre La Défense
(bâtiments K et G)
200, Avenue de la République
92001 NANTERRE CEDEX

Tél et Fax : 33.(0)1.40.97.59.07
Email : secretariat-economix@u-paris10.fr



Université Paris X Nanterre

LIBERALISME ECONOMIQUE ET CROISSANCE : LE CAS DE SIX PAYS MEDITERRANEENS

Rami ABDELKAFI[◆]

Hatem DERBEL^{*}

Ali CHKIR[♣]

Résumé

Ce papier est consacré à l'étude de l'impact de la liberté économique sur la croissance économique. Nous utilisons la méthodologie des données de panel pour le cas de six pays méditerranéens en développement. Les résultats montrent que la liberté économique dans le processus de développement n'est pas forcément efficace dans ces pays en développement. Par conséquent ces pays ont besoin de politiques économiques devant précéder le processus de libéralisation de l'économie.

Abstract

This paper is dedicated to study the impact of economic freedom on economic growth. We use the methodology of panel data for the case of six Mediterranean developing countries. Our results show that the index of economic freedom in the process of development is not necessarily efficient in these developing countries. Therefore these countries need economic policies to precede the process of economic liberalization.

Mots clés: Etat, pays en développement, liberté économique et croissance.

J.E.L classification: C13, C21, H10, H11, H50.

◆ Maître-assistant à la FSEG de Sfax et membre de l'URDEE 99/UR/06-10 abdelkafirami@yahoo.fr

* Membre de « Economix » de l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense et de l'URDEE de la FSEG de Sfax. derbelhatem@yahoo.fr.

♣ Professeur à la FSEG de Sfax et Directeur de l'URDEE: Ali.chkir@fsegs.rnu.tn

1. INTRODUCTION

La persistance de la pauvreté, des inégalités et la détérioration des rapports entre le Nord et le Sud ont montré que la recherche d'un modèle standard de développement est une stratégie non gagnante. Pourtant, certaines recommandations de politiques économiques restent toujours considérées, par les organisations internationales et les pays développés, comme des priorités devant être appliquées dans les pays en développement sans exception.

Sur le plan des faits, l'efficacité des politiques économiques dans les pays en développement reste toujours problématique. L'échec de certaines de ces politiques est attribué à des facteurs politiques, institutionnels, géographiques, économiques etc. Les aides au développement ont longtemps été considérées comme un moyen pour tenter de dépasser cet échec. A travers ces aides, les pays développés et les organisations internationales ont cherché à faire passer certaines idées dont l'objectif apparent est de lancer les pays pauvres dans les bonnes stratégies de développement.

D'un point de vue théorique, le renouveau du rôle de l'Etat qu'ont souligné les nouvelles théories de la croissance économique n'a pas suffi pour résoudre la question ancienne et complexe concernant l'efficacité économique du libre jeu de marché. En effet, balançant entre deux points de vue extrêmes, les débats économiques restent toujours très vifs et essaient de déterminer le rôle de chacun dans le processus de développement. Si l'idée extrême du « *tout Etat* » a perdu du terrain ces dernières années, à cause notamment de l'expérience soviétique (Boyer (1998)), celle du « *tout marché* » reste toujours très répandue et même défendue par les plus grandes institutions internationales.

L'Economic Freedom Network est la toute nouvelle innovation des économistes ultra-libéraux (Milton Friedman, Rose Friedman, Michael Walker et autres) qui leur a permis de défendre leurs idées libérales. La création de l'Indice de Liberté Economique (*ILE*)¹ en 1995 par la Fondation Heritage et le *Wall Street Journal*, dont l'objectif affiché est de mesurer la liberté économique dans les différents pays du Monde, a permis d'utiliser cet indicateur pour étudier la relation entre la liberté économique et quelques mesures du développement ; le produit par tête reste la

¹ Voir définition ci-après.

mesure de développement la plus utilisée. Ainsi, ces économistes² ont essayé de présenter cette notion de liberté économique comme une stratégie efficace pour leur développement.

Notre objectif dans ce papier n'est pas de nier l'efficacité et la nécessité de la liberté dans le processus de développement, mais plutôt de montrer que cette liberté, telle qu'elle est envisagée par ces économistes ultra-libéraux, n'est pas forcément efficace dans les pays en développement. En fait, ayant des caractéristiques très différentes, ces pays ont besoin de politiques économiques devant précéder le processus de libéralisation de l'économie.

Le reste du papier est organisé comme suit. La section 2 tentera d'expliquer la notion de liberté économique. Loin d'être exhaustive, cette partie sera basée sur quelques travaux qui ont essayé de montrer l'importance de cette notion. Les critiques de cette liberté économique seront données dans la section 3. Dans la section 4, nous nous baserons sur un échantillon de six pays méditerranéens en développement pour étudier les effets de la liberté économique sur la croissance. Basée sur nos résultats économétriques, la section 5 sera consacrée à l'analyse du contexte des pays en développement et à mettre en avant l'importance des politiques économiques dans ces pays.

2. LA NOTION DE LIBERTE ECONOMIQUE

L'indice de liberté économique tente de mesurer le degré de respect des droits de propriété et de liberté des agents privés pour réaliser des transactions volontaires (De Haan et al. (2006)). Il est basé sur les choix personnels, le libre échange, la liberté de la concurrence et la sécurité des propriétés privées. Selon le rapport du « *Fraser Institute* » publié par Gwartney, Lawson and Gartzke en (2005), les pays africains, ceux d'Amérique Latine et les pays ex-communistes, sont les moins bien classés en termes de liberté économique. Le rapport note que les pays les mieux classés possèdent les taux de croissance les plus élevés ainsi que les meilleurs indicateurs sociaux (telle que l'espérance de vie). Il note que la richesse créée par le marché est

² Pour plus de détail voir Poirier M. (2001)

plus efficace que celle créée par la conquête des terres et par les richesses naturelles. De plus, le marché crée un environnement dans lequel il serait très difficile pour les pouvoirs publics d'exercer des pressions sur les peuples. Sur la notion de liberté économique dont il est question, le rapport note :

"A consensus about the nature of economic freedom evolved from those early conferences. Participants agreed that the key ingredients—the four cornerstones—of economic freedom were:

- *personal choice rather than collective choice;*
- *voluntary exchange coordinated by markets rather than allocation via the political process;*
- *freedom to enter and compete in markets, and*
- *protection of persons and their property from aggression by others".*

Cette notion de liberté assigne à l'Etat le rôle d'établir une structure légale qui assure le bon fonctionnement du libre jeu du marché. Toutefois, cet Etat doit se désengager de toute activité qui risque de concurrencer l'activité privée et le bon fonctionnement de la concurrence. Ainsi, la liberté économique sera réduite si les taxes, les dépenses publiques, les politiques de régulations se substituent à certaines activités privées sur le marché. La construction de l'indice de liberté économique se base en tout sur 38 indicateurs et sous-indicateurs qui concernent cinq domaines différents³.

Le premier est relatif à la taille de l'Etat dans l'économie. Dans ce cas, on considère que les dépenses de l'Etat ainsi que les subventions et les transferts sont des variables qui limitent la liberté économique. De même, il s'agit de voir dans quelle mesure la production est réalisée par des entreprises privées et non pas par des entreprises publiques (les taxes aussi constituent un critère de calcul de la taille de l'Etat).

Le second domaine concerne la structure légale et la sécurité des droits de propriété. D'une manière générale, il s'agit de voir dans quelle mesure les lois en vigueur dans l'économie respectent la liberté des échanges et à quel degré les agents privés ont confiance dans ces lois pour qu'elles protègent leurs intérêts privés.

³ Pour plus de détails sur la méthode de calcul de l'indice, on peut consulter Gwartney *et al* (2005).

Le troisième domaine est relatif à la stabilité de la monnaie et à l'efficacité des politiques monétaires. En fait, il consiste à étudier la volatilité de l'inflation dans l'économie et la possibilité que possèdent les agents privés d'avoir accès à des monnaies étrangères plus sûres et plus stables que leur monnaie nationale.

Le quatrième domaine concerne l'ouverture de l'économie à l'extérieur. Il s'agit de voir dans quelle mesure les agents privés sont libres de faire des échanges à l'échelle internationale.

Enfin, le dernier domaine s'intéresse aux réglementations qui peuvent toucher le marché des crédits, du travail et des biens. Il s'agit d'étudier la liberté d'échange sur ces différents marchés.

Ainsi défini, l'indice de liberté économique a permis dans plusieurs travaux de tester les liens qui peuvent exister entre cette liberté et certains indicateurs économiques dont le plus important reste toujours le revenu par tête. Par exemple, certaines études ont été basées sur des échantillons assez hétérogènes de pays à la fois développés et en voie de développement, et ont abouti à des conclusions montrant une corrélation positive entre la liberté et la croissance économiques (Schaefer (2003), Gwartney *et al* (2005), Gwartney *et al* (2004), Cole (2003), Esposto *et al* (1999)). D'autres études (de Soysa and Neumayer (2004), Stroup (2003)) vont plus loin et montrent l'effet positif de la liberté économique sur des indicateurs environnementaux tel que le "*genuine savings*"⁴.

Ainsi, si on croit aux idées avancées par ces économistes, on peut dire que le libéralisme économique conduit automatiquement à plus de croissance et à un meilleur bien-être des populations. Toutefois, un simple constat des évolutions récentes montre que ce point de vue sur l'efficacité de ce libéralisme est loin d'être unanime. C'est ce qui expriment les mouvements alter-mondialistes ainsi que les mécontentements de plus en plus importants qui se manifestent parmi les populations de plusieurs pays en développement, qui montrent que les politiques jusque là encouragées par les institutions internationales n'ont pas réussi à définir un équilibre

⁴ Le "*genuine savings*" est un indicateur de soutenabilité faible inventé par des économistes de la Banque Mondiale. Cet indicateur consiste à retrancher du revenu national l'épuisement des ressources naturelles et les dommages qui résultent de la pollution (voir, par exemple, Hamilton *et al* (1999)).

mondial ni à donner un sentiment de satisfaction même à l'intérieur de certains pays développés.

3. LA LIBERTE ECONOMIQUE N'EST QUE RELATIVE DANS LE MONDE ACTUEL

Les critiques qui ont été adressées à l'indice de liberté économique sont à la fois théoriques, critiquant ses fondements, et méthodologiques, mettant en cause ses méthodes de calcul⁵. Par exemple, dans Poirier (2001), on trouve différents types de critiques à cet indice. La première est relative à la limite du *PIB* par tête en tant qu'indicateur du bien-être. Ce type de critique persiste même avec les nouveaux travaux qui ont tenté d'introduire certains indicateurs environnementaux tels que le "*genuine savings*" qu'on a cité précédemment. Même ces indicateurs sont parfois considérés comme incapables de donner une idée claire sur le degré de développement⁶. Une deuxième critique est d'ordre méthodologique et concerne l'utilisation du pourcentage de certaines variables par rapport au *PIB* comme composantes de l'*ILE*. Sur ce point, Poirier (2001) signale qu'une augmentation du *PIB*, résultant de certaines dépenses publiques efficaces, entraînerait un meilleur score en termes d'*ILE* que si le montant de ces dépenses publiques est resté stable⁷. De même, utiliser le *PIB* comme composante dans le calcul de l'*ILE* rend évidente la relation qui peut exister entre cet indice et la croissance économique. Enfin, une troisième critique concerne l'inflation et la stabilité des prix. Selon le même auteur, des situations de forte inflation ne sont pas dues nécessairement à des politiques économiques inefficaces, mais il est très probable qu'elles soient le résultat des crises économiques.

⁵ Pour plus détails sur la méthode de calcul de l'*ILE* et une critique de cet indice, voir, par exemple, De Haan et al. (2006).

⁶ Voir, par exemple, Pillarisetti (2005).

⁷ En d'autres termes, selon cette critique, une augmentation des dépenses publiques qui se traduit par une augmentation plus que proportionnelle du *PIB* est considérée par l'*ILE* comme une amélioration du degré de la liberté économique.

Bien que certains travaux aient été concentrés sur le contexte des pays en développement⁸, la plupart des études empiriques sur le lien entre liberté économique et croissance ont fondé leurs résultats sur des échantillons de pays hétérogènes ayant des degrés de développement très différents. En réalité, comme c'est le cas pour la plupart des problèmes économiques, l'étude de la liberté économique doit tenir compte de la particularité du contexte des pays en développement. Tout d'abord, l'idée d'une causalité à double sens entre la croissance et ses facteurs peut être fortement défendue dans les pays en développement. Le contexte de certains de ces pays qui se trouvent piégés dans des situations où le développement des facteurs de croissance se heurte à plusieurs obstacles peut confirmer ce point de vue. En effet, dans ces pays, le niveau de vie très bas et le manque de moyen restent les principaux handicaps pour une vraie relance de la croissance. Farr *et al.* (1998), par exemple, confirment l'existence d'une causalité dans les deux sens entre la liberté économique et le niveau du PIB. Pour les mêmes auteurs, le niveau de croissance véhicule le lien entre la liberté économique et la liberté politique. Ensuite, même les partisans du libéralisme économique n'ignorent pas le rôle très important que doivent jouer les autorités publiques⁹. A notre avis, ceci rend indispensable l'intégration d'un autre aspect dans l'étude de la liberté économique, à savoir la capacité des pays en développement de choisir librement le mode de fonctionnement de leurs économies. Pour certains, le libéralisme économique constitue un moyen de domination pour les pays les plus puissants pour imposer le modèle économique dans les secteurs où ils dominent. Ainsi, étant dans une position de faiblesse, les pays pauvres se trouvent parfois obligés d'adopter des politiques économiques non adaptées à leur contexte économique. Le tableau suivant, extrait de Poirier (2001), montre la correspondance très nette entre les éléments de l'ILE et les directives qu'imposent les programmes d'ajustement structurel relatifs à l'intervention de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire International dans certains pays en développement:

⁸ Mbaku (2003), par exemple, note que cette liberté économique permettrait aux pays africains de développer un secteur privé plus efficace, d'avoir des institutions très favorables à leur développement et de participer davantage dans l'économie mondiale.

⁹ En fait, ces auteurs considèrent que la liberté économique ne réduit pas l'importance du rôle de l'Etat mais plutôt l'étendue de son action dans l'économie. Ainsi, cet Etat doit s'assigner le seul rôle de veiller au bon fonctionnement de marché et au respect des propriétés individuelles.

Tableau 1 : mesures des PAS et éléments de l'ILE

MESURE DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL	ELEMENT DE L'EFR ¹⁰ CORRESPONDANT
1) Stabilisation macroéconomique à court terme	
Austérité budgétaire	Importance du gouvernement dans l'économie
Réduction des dépenses publiques d'investissement	
Elimination des subventions	
Elimination des contrôles de prix	Utilisation du libre-marché
Libéralisation du marché du travail	
Contrôle de la masse monétaire	Politique monétaire et stabilité des prix
Dévaluation de la monnaie et élimination du contrôle des changes	Liberté du marché des devises
2) Réforme structurelle	
Privatisation des sociétés d'Etat	Importance du gouvernement dans l'économie
Réforme fiscale	Utilisation du libre-marché
Privatisation des terres	
Libéralisation du commerce international	Echanges internationaux
Libéralisation du système bancaire	Liberté des marchés financiers
Libéralisation des mouvements de capitaux	

Source : Poirier (2001)

Morrissey (2002) insiste sur les mêmes idées en mettant en avant les conditions qui ont accompagné les aides accordées par la Banque Mondiale aux pays en développement. Il écrit : « *The structural adjustment policies promoted by the World Bank in developing countries since 1980 constituted the maturation of conditional lending : aid was explicitly linked to policy reform conditions, to various degrees and with diverse outcomes. The reform conditions covered all areas of policy. Conditions relating to fiscal policy (taxes and deficits), trade liberalization, privatization of public enterprises and liberalization of agriculture featured in two-thirds or more of all World Bank programs in the 1980s ; monetary policy, financial sector liberalization, industrial, energy and wage policies were less frequently included* ».

On peut noter que dans les efforts de la communauté internationale pour réduire la fracture numérique entre pays développés et ceux en développement, peu d'intérêt a été accordé au problème de la répartition inégale des ressources dans le monde. La compatibilité de certaines de ces technologies avec les modes de fonctionnement des sociétés africaines reste un problème toujours posé. La rentabilité de ces technologies nécessite le dépassement du statut de récepteur.

¹⁰ Economic Freedom Rating.

Nous essayerons dans ce travail de montrer que la liberté économique doit être étudiée selon deux aspects. Le premier concerne l'efficacité de cette liberté à l'échelle nationale. Ainsi, il s'agit de voir dans quelle mesure le passage à un système plus libéral dans un contexte bien particulier aboutirait à des effets positifs en termes de bien-être. Le second aspect concerne l'existence d'une liberté à l'échelle internationale. Autrement dit, il s'agit de voir si les effets du libéralisme restent les mêmes dans le cas de pays très dépendants de l'extérieur.

4. ETUDE EMPIRIQUE : LE CAS DE SIX PAYS MEDITERRANEENS EN DEVELOPPEMENT

4.1- Les effets sur la croissance économique

Notre objectif dans cette partie empirique est simplement d'étudier les effets de la liberté économique sur la croissance dans le cas de six pays méditerranéens en développement¹¹. La disponibilité des données est notre seul critère de sélection pour ces pays. Ainsi, nous utiliserons un échantillon de données de panel sur la période comprise entre 1975 et 2001. L'équation estimée est la suivante :

$$GPIB_{it} = C_i + \alpha_1 ILE_{it} + \alpha_2 AIDES_{it} + \alpha_3 POP_{it} + \alpha_4 K_{it} + \varepsilon_{it}$$

où i désigne les pays et t désigne le temps. Les différentes variables sont définies comme suit¹² :

$GPIB$ = le taux de croissance du PIB par tête ;

C = la constante ;

ILE ¹³ = l'indice de liberté économique ;

$AIDES$ = les aides en pourcentage des importations de biens et services ;

¹¹ Ces pays sont : Chypre, l'Égypte, le Maroc, la Syrie, la Tunisie et la Turquie.

¹² Les données relatives à l'ILE ainsi que ses différentes composantes sont extraites du site <http://www.freetheworld.org/download.html>. Toutes les autres variables sont extraites du WDI 2003 de la Banque Mondiale.

¹³ Sur la période comprise entre 1975 et 2000, les données relatives à l'indice de liberté économique sont données sur des intervalles de 5 ans. Pour cela, nous avons rempli les données manquantes à travers la méthode d'interpolation. Cette méthode nous permet d'avoir la liste des données s'étalant jusqu'à 2004, mais nous n'avons utilisé que la période 1975-2001. Dans l'annexe 1, nous donnons les graphiques retraçant les séries des données interpolées.

POP = le taux de croissance de la population ;

K = la formation brut de capital fixe en pourcentage du PIB.

ILE et *AIDES* sont les deux variables indépendantes sur lesquelles nous basons notre discussion dans ce papier pour étudier l'effet de la liberté économique et de la dépendance de l'extérieur sur la croissance des pays en développement. Les variables *K* et *POP* désignent, respectivement, l'investissement et le taux de croissance démographique. On retrouve ce type de variables dans d'autres travaux sur la croissance comme celui de l'OCDE (2004), par exemple.

La détermination de la nature du modèle est une étape indispensable dans l'estimation de l'équation en données de panel. Dans cette partie, nous suivons les différentes étapes décrites par Cadoret *et al.* (2004) pour choisir entre le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires. L'application du test d'Hausman nous conduit à choisir le modèle à effets individuels aléatoires¹⁴, ce qui nous conduit à considérer que les effets individuels ne sont pas corrélés aux variables explicatives et par suite à utiliser l'estimateur des moindres carrés généralisés pour les paramètres de notre modèle. Les résultats de nos estimations sont récapitulés dans le tableau suivant :

Tableau 2 : résultats de l'estimation des effets sur la croissance économique (Variable dépendante = GPIB)

<i>Variable</i>	<i>Coefficient</i>	<i>T- Stat</i>
<i>ILE</i>	-0,66	-0,93
<i>AIDES</i>	0,08	1,95*
<i>POP</i>	-2,54	-3,25***
<i>K</i>	0,13	1,72*
<i>Constant</i>	7,32	1,55
Nombre d'observations		156
R^2		0.364341

* = significatif à 10 % et *** = significatif à 1 %

4.2- *Interprétation des résultats*

La première remarque qui peut être soulignée à partir de nos résultats est la faiblesse du pouvoir explicatif de notre modèle (R^2 faible). Ceci nous paraît normal

¹⁴ En effet, la statistique de Wald relatif à ce test est égale à 4.03.

dans un modèle qui essaie d'étudier les effets sur la croissance économique. A partir du tableau 2, on peut voir que le coefficient relatif à la variable liberté économique est non significativement différent de zéro. Toutefois, il serait, à notre avis, imprudent de juger que la liberté économique n'a pas eu d'effets sur la croissance des pays de l'échantillon. Le résultat obtenu pourrait inciter à décomposer l'indice de liberté économique et à différencier les effets, qui pourraient être différents, de ces différentes composantes. On constate en effet que, le coefficient relatif à la variable *K* possède le bon signe et est statistiquement différent de zéro. Pour la variable *POP*, le coefficient est négatif et significatif, résultat qui doit être interprété en tenant compte de l'effet de plusieurs autres facteurs tels que le degré de qualification des travailleurs, le taux de scolarisation, la qualité des institutions, ce qui ne fait pas partie de l'objectif du présent papier. Enfin, à partir du même tableau, on remarque que la variable *AIDES* possède un coefficient positif et significatif. Il est donc possible de dire que, dans les pays étudiés, les aides au développement se sont traduites par des effets positifs sur la croissance. Cependant, l'existence d'un tel effet ne doit pas cacher le risque d'une dépendance par rapport à ces aides. Cette dépendance peut en effet créer au moins deux effets, différents mais liés, qui peuvent nuire au développement. Le premier est qu'elle peut réduire considérablement l'efficacité des politiques économiques et les rend très sensibles aux chocs exogènes de toute nature. Morrissey (2002), par exemple, écrit: « *Countries with the greatest dependence on aid may be least able to implement reforms (or be the most vulnerable to external shocks), at least in the short-term* ». Le second effet est que cette dépendance contredit la notion de liberté économique. En effet, si cette dernière se base sur le développement du secteur privé et à un désengagement progressif de l'Etat, les aides laissent le champ très ouvert pour un rôle très significatif de l'Etat dans l'économie. Au moins à court terme, des politiques économiques adéquates sont nécessaires pour soutenir l'économie¹⁵.

Easterley (2006) consacre une grande partie de son livre à la discussion des effets des aides sur le développement des économies pauvres. Il démontre que ces aides créent non seulement une dépendance financière mais aussi une dépendance dans les comportements des gouvernements des pays récepteurs d'aides. En effet, une

¹⁵ Nous reviendrons sur ce point plus tard.

sorte d'habitude et de passivité se forme dans les pays en développement qui deviennent de plus en plus convaincus du fatalisme de leur situation. Les incitations à une participation dans les processus de développement font de plus en plus défaut dans les pays en développement et l'apathie générale empêche toute réaction aux politiques économiques. Instaurer la motivation et créer un environnement de savoir et de connaissances est ainsi le premier champ d'action des politiques publiques. Autrement, la liberté économique n'aurait aucune utilité.

4.3- *Etude de la causalité entre croissance et aides au développement*

Pour confirmer cette idée de dépendance par rapport aux aides, nous avons utilisé notre échantillon pour étudier l'existence d'une relation de cointégration entre la variable *AIDES* et la variable *GPIB*. Les tests de racines unitaires sur les données de panel montrent que la variable *GPIB* est stationnaire en niveau alors que la variable *AIDES* est intégrée d'ordre 1. Les statistiques relatives au test de cointégration sont données dans l'annexe 2. Elles montrent l'existence d'une relation de cointégration entre le taux de croissance du *PIB* et les aides accordées aux pays de l'échantillon. Ainsi, les résultats confirment l'existence d'une relation de long terme entre les deux variables, et par suite l'existence de dépendance de ces pays vis-à-vis de ces aides. Finalement, ce résultat montre l'absence d'une liberté totale pour ces pays.

5. UN SEUL MONDE EN DEVELOPPEMENT MAIS DES CARACTERISTIQUES DIFFERENTES SELON LES PAYS

5.1- *La prise en compte de la spécificité des économies est la première étape vers le développement*

En somme, nous pouvons dire que les différents travaux empiriques et théoriques restent incapables de donner une réponse exacte sur la nature des effets que peuvent avoir les aides sur les pays en développement. Toutefois, la plupart de ces travaux s'accordent sur le fait que les caractéristiques des différents pays sont très hétérogènes. En effet, certaines études ont montré que le respect des conditions

imposées par les donateurs entraîne des performances économiques meilleures et des effets positifs des aides sur le développement. Néanmoins, d'autres restent non conclusifs sur ce sujet du fait qu'ils sont basés sur des échantillons de pays différents. En l'absence d'un indice qui exprime le degré de conformité par rapport à ces conditions, il reste toujours très difficile de différencier les politiques efficaces de celles qui le sont moins. Morrissey (2002), par exemple, écrit: « *There is a danger if donors such as World Bank are influential and give 'standard' policy recommendations to all governments, so that all countries are following almost identical policy prescriptions. This will encourage policy herding, reduce the information gain from policy experimentation and reduce the chance that countries will be given the 'optimal' policy advice* ». Par ailleurs, Alonso et Garcimartin (2003) notent que pendant les années 80 la conditionnalité des aides a été très critiquée à cause de la difficulté d'imposer les conditions adéquates et à cause de l'asymétrie d'information entre le donateur et le bénéficiaire. Ils ajoutent que l'efficacité des aides est beaucoup plus importante dans le cas d'un seul pays que dans le cas où il existe plusieurs pays bénéficiaires. D'une manière générale, les auteurs trouvent que dans le cas de rendements (des aides) décroissants et de pays différents, il n'existe pas de règles générales pour allouer les aides afin de réduire la pauvreté. O'Rourke et Taylor (2006) notent que même si certains considèrent que la démocratie et le marché sont toujours complémentaires, d'autres trouvent que dans certains cas l'Etat peut imposer le libre échange à une population qui n'est pas préparée à une telle situation. Pour ces auteurs, l'effet de la démocratie sur la libéralisation des échanges n'est pas le même dans tous les pays. Les mêmes auteurs insistent sur les effets de la démocratie sur la politique commerciale des pays. La question qu'ils posent est la suivante : quel est l'effet d'un changement dans les institutions politiques d'un pays sur sa politique commerciale, étant donné les dotations en facteurs de production ? Nous trouvons que la démocratie ne se traduit pas automatiquement par des politiques plus libérales. Son effet dépend d'un pays à un autre en fonction des dotations relatives en facteurs de production. On peut lire chez ces auteurs (O'Rourke et Taylor (2006)) le passage suivant: « *Democracy is neither a golden bullet ensuring pro-market policies, as some western triumphalists would have it, nor does it fatally undermine such policies. Democracy does help produce policies that ordinary voters want, but what they want will vary dramatically across countries over time* ».

5.2- *Quel processus de liberté économique ?*

Personne ne peut nier l'importance et la nécessité de la démocratie, de la liberté d'expression et de tout acte visant à améliorer les composantes d'une vie décente dans le processus de développement. Seules des politiques de ce type peuvent permettre aux pays en développement de parier sur les potentialités de leurs populations. Toutefois, abandonner brusquement ces pays au secteur privé serait une étape trop prématurée et trop risquée.

Telle qu'elle est prévue par ses défenseurs, la notion de liberté économique ne peut pas servir inconditionnellement les intérêts des pays en développement. Au contraire, elle montre des relations de plus en plus tendues entre le Nord et le Sud, et le nombre de pays qui refuse cette forme de liberté ne cesse d'augmenter. Par exemple, la fuite des cerveaux dont parlent certains auteurs montre bien que cette liberté peut conduire à un appauvrissement de certains pays pauvres. Nduru (2006) met l'accent sur les effets que subissent les pays africains à cause d'un tel phénomène. Il insiste sur le manque très net en personnel médical dans les pays africains. Le manque d'opportunités entraîne le départ de plusieurs corps médicaux vers des pays développés. Ce que la France appelle « l'immigration choisie » prouve que les rapports avec le Sud sont loin d'être ceux d'intérêts mutuels. Certains auteurs vont plus loin et considèrent que les aides accordées aux pays pauvres se sont traduites par des effets néfastes. Rahnema (2003)¹⁶, par exemple, note que : « *Ce qu'on continue d'appeler aide n'est qu'une dépense destinée à renforcer les structures génératrices de la misère. Par contre, les victimes spoliées de leurs vrais biens ne sont jamais aidées dès lors qu'elles cherchent à se démarquer du système productif mondialisé pour trouver des alternatives conformes à leurs propres aspirations* ».

Plus que jamais les pays en développement ont besoin d'une restructuration de leurs politiques de développement. La libéralisation de leurs marchés nécessite des politiques de soutien au secteur privé. Les solutions aux problèmes de chômage, d'insertion professionnelle, d'efficacité des systèmes éducatifs... sont loin d'être spontanées et automatiques. La fracture numérique qu'a connue le monde ces dernières années montre bien que ces économies sont mal préparées pour suivre le

¹⁶ Cité par Latouche S. (2004).

train mondial de la technologie. Les travaux récents sur le paradoxe de la productivité et sur le rôle que doivent jouer à la fois la production et l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication rendent de plus en plus urgente l'intervention efficace de l'Etat. La libéralisation des échanges, par exemple, ne permet pas de profiter automatiquement des apprentissages technologiques. En fait, certains pays sont très loin du seuil technologique mondial et cela les laisse piégés dans des niveaux très bas de développement (Stokke (2005)).

Nous vivons dans un monde où la technologie évolue à une vitesse inégale. Les pays doivent se différencier par leur capacité d'adaptation et de poursuite du progrès. Dans un tel monde, le rôle de l'Etat est de plus en plus significatif. Le monde est en perpétuel changement et ce rôle de l'Etat doit aussi changer. La dynamisation des formes internes des économies est plus que jamais le point de départ des stratégies de développement. La culture, les motivations et les incitations sont les facteurs clefs de ces stratégies. De tels facteurs ne peuvent être opérationnels qu'une fois les économies se sont débarrassées de leur dépendance vis-à-vis de l'extérieur. C'est à partir de là que la liberté économique peut donner ses fruits escomptés.

6. CONCLUSION

Basé sur un échantillon de six pays en développement, notre travail montre l'absence d'un effet positif et significatif de la liberté économique sur la croissance économique. Par ailleurs, l'étude de la relation de cointégration sur le même échantillon de pays montre l'existence d'une relation de long terme entre les aides accordées à ces pays et le taux de croissance du *PIB*. Ceci nous a permis de conclure que la liberté économique est une notion relative dans les pays en développement. Ces derniers restent toujours contraints de respecter certaines règles de politiques économiques. Leur dépendance des aides accordées par les pays du Nord et les organisations internationales réduit leur liberté dans le choix des politiques à suivre. Les effets négatifs de la volatilité de ces aides, le manque de motivation, l'apathie et le fatalisme dans lequel risquent de se trouver les pays en développement sont autant de facteurs qui empêchent la liberté économique de donner ses effets dans ces pays.

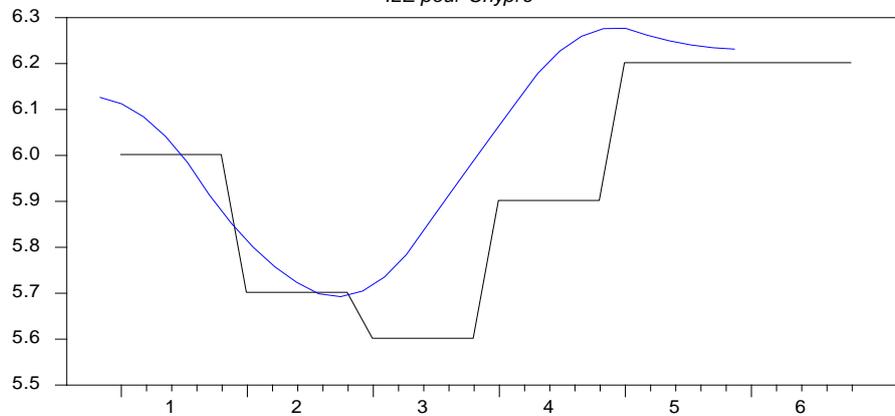
Bien que la liberté, le respect des droits de l'homme et toutes les composantes d'une vie décente restent toujours une priorité dans les stratégies de développement, une libéralisation brusque des marchés et un désengagement total de l'Etat risquent d'être des choix très risqués. En effet, ces pays doivent se différencier par des politiques qui tiennent compte de leurs spécificités économiques, sociales, politiques, géographiques etc. Les modèles importés des pays riches ne peuvent pas réussir s'ils ignorent de telles spécificités.

Le rôle de l'Etat reste primordial dans les pays en développement. Ce rôle doit préparer les bases nécessaires pour que l'économie puisse profiter efficacement des opportunités offertes par le monde actuel. Insister sur la nature des politiques à suivre dans ces pays doit faire l'objet de recherches futures. Dans ce sens, la décomposition de l'indice de liberté économique, tel qu'il est défini précédemment, pourrait donner une idée plus claire sur les facteurs sur lesquels doivent insister les stratégies de développement.

ANNEXE 1

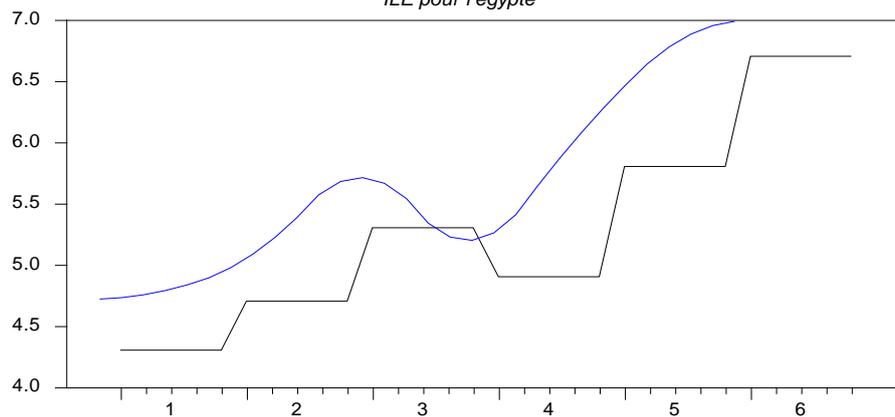
From five years to yearly index of economic freedom

ILE pour Chypre



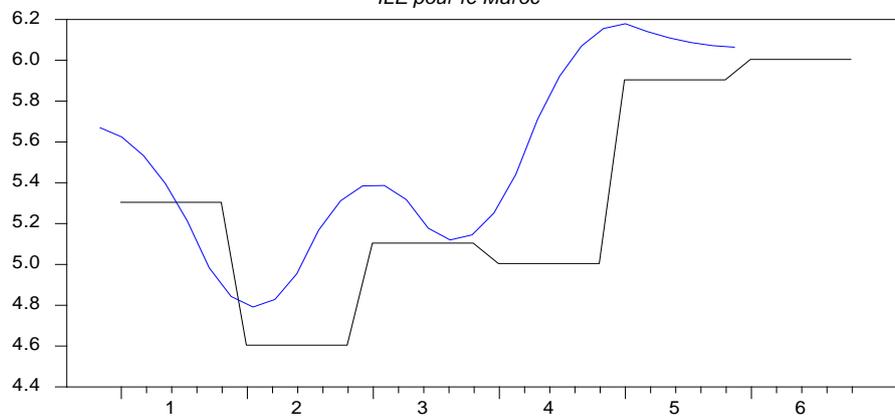
From five years to yearly index of economic freedom

ILE pour l'égypte



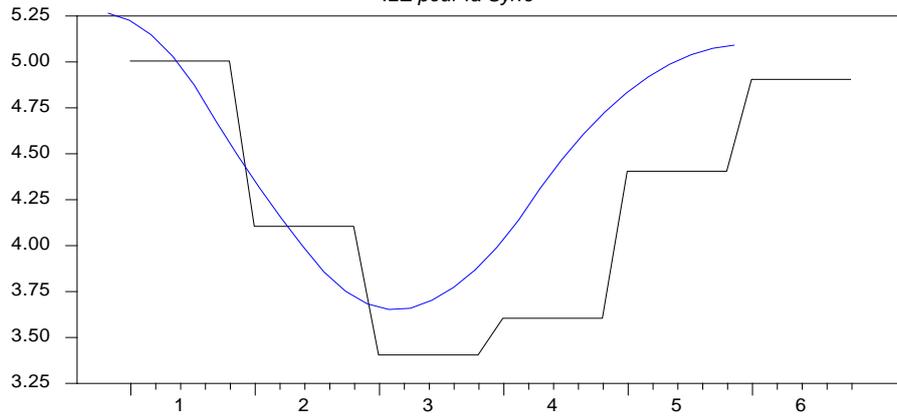
From five years to yearly index of economic freedom

ILE pour le Maroc



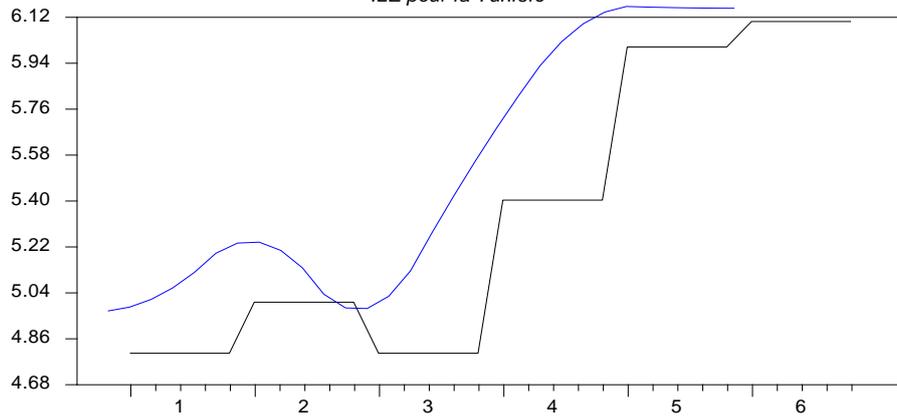
From five years to yearly index of economic freedom

ILE pour la Syrie



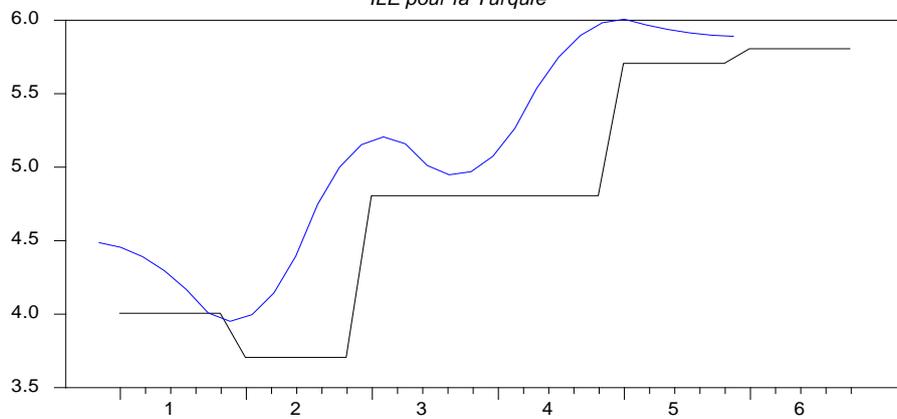
From five years to yearly index of economic freedom

ILE pour la Tunisie



From five years to yearly index of economic freedom

ILE pour la Turquie



ANNEXE 2

Test de cointégration entre GPIB et AIDES

Currently computing panel statistics. Please wait.

offset = 2

RESULTS:

panel v-stat = 2.38775

panel rho-stat = -9.29742

panel pp-stat = -10.86805

panel adf-stat = -9.63690

group rho-stat = -8.09133

group pp-stat = -13.42800

group adf-stat = -10.81429

Nsecs = 6 , Tperiods = 27 , no. regressors = 1

All reported values are distributed $N(0,1)$ under null of unit root or no cointegration

BIBLIOGRAPHIE

Alonso J. A. and Garcimartin C., (2003), “Poverty reduction and aid policy”, CREDIT Research Paper N°.03/06.

Boudchon H., (2002), « Le contre-choc de la nouvelle économie une étude de cas sur cinq pays de l’OCDE », Revue de l’OFCE N°83.

Boyer R. (1998), « Etat, marché et développement : une nouvelle synthèse pour le XXI^e siècle ? », Document N° 9907, CNRS. Document téléchargeable sur : http://www.cepremap.cnrs.fr/couv_orange/co9907.pdf

Cadoret I., Benjamin C., Martin F., Herrad N. et Tanguy S. (2004), « Econométrie appliquée », éditions deboeck.

Cole J. H. (2003), “The contribution of economic freedom to world economic growth, 1980-99”, *Cato Journal*, Vol. 23, No. 2, Cato Institute.

De Haan J., Lundström S. and Sturm J-E, (2006), “Market-oriented institutions and economic growth; a critical survey”, *Journal of Economic Surveys*, Vol. 20, No.2.

De Soysa I. and Neumayer E (2004), “False Prophet, or Genuine Savior? Assessing the Effects of Economic Openness on Sustainable Development, 1980–1999”, SSRN working paper, téléchargeable sur <http://ideas.repec.org/p/wpa/wuwpit/0409001.html#author>.

Easterly W. (2006), « Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ? » Traduit de l’anglais par Aymeric Piquet-Gauthier, Editions d’Organisation.

Esposito A. and Zaleski P. A. (1999), “Economic freedom and the quality of life: an empirical analysis”, *Constitutional Political Economy*, 10.

Farr W. K., Lord R. A. and Wolfenbarger J. L., (1998), “Economic freedom, political freedom and economic well-being: a causality analysis”, *Cato Journal*, Vol. 18, No. 2.

Gwartney J., Lawson R. and Gartzke E. (2005), “Economic Freedom of the World – 2005 annual report”, The Fraser Institute.

Gwartney J.D., Randall G. H. and Lawson R. A., (2004), “Economic freedom, institutional quality, and cross-country differences in income and growth”, *Cato Journal*, Vol. 24, No. 3.

Hamilton K. and Clemens M, (1999), "Genuine savings rates in developing countries", *The World Bank Economic Review*, volume 13, N°2.

Kreft S. F. and Sobel R. S. (2005), “Public policy, entrepreneurship, and economic freedom”, *Cato Journal*, Vol. 25, No. 3, Cato Institute.

Latouche S. (2004), « Et la décroissance sauvera le Sud... », *Le Monde diplomatique*, novembre 2004 – Pages 18 et 19, téléchargeable sur <http://www.monde-diplomatique.fr/2004/11/LATOUCHE/11652>.

Mbaku J. M., (2003), “Entrenching economic freedom in Africa”, *Cato Journal*, Vol.23, N°2.

Morrissey O., (2002), « Recipient governments’ willingness and ability to meet aid conditionality », Discussion Paper N°.2002/105, WIDER.

Nduru M. (2006), « La fuite des cerveaux du personnel médical met l’Afrique australe dans un dilemme », Intre Press Service, téléchargeable sur www.ipsnews.net/fr.

OCDE (2004), « Les sources de la croissance économique dans les pays de l’OCDE ».

O’Rourke K. H. and Taylor A. M., (2006), “Democracy and protectionism”, NBER Working Paper 12250.

Pillariseti J. R., (2005), “The World Bank’s ‘genuine savings’ measure and sustainability”, *Ecological Economics* 55.

Poirier M., (2001), « Libéralisme économique et mondialisation - critique d’une étude de l’Economic Freedom Network », Etude de l’Institut de Recherche et d’Informations Socio-Economiques (IRIS).

Schaefer B D. (2003), “Economic freedom: the path to African prosperity”, Heritage Lectures, N°778, January 15.

Stokke H. E., (2005), « Productivity growth in backward economies and the role of barriers to technology adoption », CREDIT Research Paper N°05/05.

Stroup R. L., (2003), “Economic freedom and environmental quality”, Proceedings, Federal Reserve Bank of Dallas, issue Oct.

Vásquez I. (1998), “Official Assistance, Economic Freedom, and Policy Change: Is Foreign Aid Like Champagne?”, *Cato Journal* 18 (2).

Wolfgang K. (2002), « Report No. 3 », The Center for Independent Studies, 21 November.